



# Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1922

Roma — Lunedì 27 novembre

Numero 277

## Abbonamenti

In Roma, sia presso l'Amministrazione, che a domicilio ed in tutto il Regno:

anno L. 65; semestre L. 36; trimestre L. 30

All'Estero (Postale e telegrafica): > 120; > 80; > 50

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali e decorrono dal 1° d'ogni mese.

Un numero separato di 16 pagine o meno, in Roma: cent. 30 — nel Regno cent. 35 — arretrato in Roma, cent. 50 — nel Regno cent. 60 — all'Estero cent. 90

Se il giornale si compone di oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionalmente.

All'importo di ciascun vaglia postale ordinario e telegrafico, si aggiunge sempre la tassa di bollo di centesimi cinque o dieci prescritta dall'art. 48, lettera a) della tariffa (allegato A) del testo unico approvato con decreto-legge Luogotenenziale n. 136, del 1918, e dal successivo decreto-legge Luogotenenziale n. 1134.

## Inserzioni

Annunci giudiziari . . . . . L. 0,60 } per ogni linea di colonna o spazio di linea.  
Altri avvisi . . . . . > 0,80

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla Amministrazione della Gazzetta presso il Ministero dell'Interno. Per le modalità delle inserzioni vedansi le avvertenze in testa al Foglio degli annunci.

## SOMMARIO

### Parte ufficiale

#### LEGGI E DECRETI.

**REGIO DECRETO-LEGGE 23 novembre 1922, n. 1488, che dà piena e intera esecuzione all'accordo commerciale 13 novembre 1922 tra l'Italia e la Francia.**

**REGIO DECRETO-LEGGE 27 ottobre 1922, n. 1475, che apporta modificazioni al testo unico delle leggi emanate in conseguenza del terremoto del 28 dicembre 1908, approvato con decreto luogotenenziale 19 agosto 1917, n. 1399.**

*Errata-corrige.*

**RELAZIONI e REGI DECRETI per gli scioglimenti dei Consigli comunali di Lentini (Siracusa), Irsina (Potenza), Gallipoli (Lecce) e per la proroga dei poteri dei Regi commissari straordinari per le disciolte Amministrazioni comunali di Buscemi (Siracusa) e Roccalumera (Messina).**

#### Disposizioni diverse.

**Ministero per l'Industria ed il commercio:** Avviso — **Ministero della guerra:** Disposizioni nel personale dipendente — **Ministero del tesoro:** Estrazione delle obbligazioni per la ferrovia Torino-Savona-Acqui — Rettifiche d'intestazione — Concorsi.

#### Foglio delle inserzioni.

## PARTE UFFICIALE

### LEGGI E DECRETI

Il numero 1488 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

#### VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione  
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;  
Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con quelli delle finanze, del tesoro, dell'industria e commercio e dell'agricoltura;  
Abbiamo decretato e decretiamo:

#### Art. 1.

Fino a quando non sarà provveduto per legge, il nostro Governo è autorizzato a dare piena e intera esecuzione all'accordo commerciale concluso a Roma, il 13 novembre 1922, fra il Regno d'Italia e la Repubblica francese.

#### Art. 2.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella Gazzetta ufficiale del Regno e sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 novembre 1922.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE STEFANI — TANGORRA —  
TEOFILO ROSSI — DE CAPITANI

Visto, il guardasigilli: OVIGLIO.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de la République Française, désireux de favoriser, dans toute la mesure du possible, les relations économiques entre les deux pays jusqu'à la stipulation d'un traité de commerce par lequel ces relations soient réglées d'une manière définitive conformément aux exigences de leur production nationale, ont décidé de proroger l'accord commercial du 21 novembre 1898, qui avait été dénoncé et prorogé ensuite par des accords successifs, ainsi que l'accord signé à Turin le 30 mai 1917, au bénéfice des dispositions suivantes :

#### Art. 1.

Les produits originaux et en provenance de France, des Colonies et Possessions françaises énumérés à la liste A ci-jointe seront soumis, à leur importation en Italie, aux droits stipulés à ladite liste, qui seront perçus en lieu et place des droits prévus, pour les mêmes articles, soit au tableau des droits conventionnels annexé à la Convention du 21 novembre 1898, soit au tarif italien du 1<sup>er</sup> juillet 1921.

Conformément aux dispositions générales de ladite Convention ces mêmes produits bénéficieront immédiatement et sans compensation de tout tarif plus favorable que l'Italie pourrait accorder aux produits identiques ou similaires de toute Puissance tierce.

#### Art. 2.

Les produits originaux et en provenance de France, des Colonies et Possessions françaises, qui bénéficiaient de droits conventionnels en vertu de la Convention de 1898, et qui ne sont pas énumérés à la liste A ci-jointe, seront soumis, à leur importation en Italie, aux droits du tarif italien publié le 1<sup>er</sup> juillet 1921, ou aux droits les plus favorables que l'Italie pourrait accorder aux mêmes produits de toute Puissance tierce.

#### Art. 3.

Pour les articles figurant à la liste B ci-jointe concernant les importations en Italie et à la liste C ci-jointe concernant les importations en France, si le Gouvernement respectif augmente les droits ou relève les coefficients afférents à ces droits, il est entendu que l'autre Gouvernement pourra, dans un délai de 15

jours à dater de la notification qui sera faite desdites mesures, dénoncer le présent accord pour en faire cesser les effets deux mois après la date de la dénonciation.

Dans cette éventualité, les deux Gouvernements s'engagent à commencer des négociations 15 jours au plus tard après la notification de la dénonciation, en vue de remédier aux mesures incriminées ou d'en assurer une juste compensation, en telle sorte que toutes les mesures de conciliation aient été épuisées avant que la dénonciation devienne effective.

#### Art. 4.

Le Gouvernement italien et le Gouvernement français sont d'accord pour établir, au cours d'une période de six mois à dater de la mise en vigueur du présent accord, une nomenclature et une tarification nouvelles tant en ce qui touche les tissus et autres produits manufacturés de soie, que pour les soies ouvrées ou moulinées prévues aux numéros 27 du tarif français et 247 du tarif italien.

#### Art. 5.

Le Gouvernement italien et le Gouvernement français s'engagent à étudier, au cours des trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent accord, les conditions du renouvellement d'une Convention relative aux graines de vers à soie, en substitution de celle du 27 août 1920 sur ce même objet.

#### Art. 6.

Au bénéfice des modifications ci-dessus les Conventions de 1898 et de 1917 sont prorogées pour une période d'un an et, ultérieurement, par voie de tacite reconduction, par périodes trimestrielles, à moins que l'une ou l'autre des Parties contractantes ne les dénonce trois mois au moins avant l'expiration de la première période d'un an et deux mois au moins avant l'expiration de chaque période trimestrielle ultérieure.

#### Art. 7.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome. Il sera mis en vigueur quinze jours après sa signature.

En foi de quoi les délégués du Gouvernement italien :

Son Exc.<sup>e</sup> Benito Mussolini, Président du Conseil, Ministre pour l'Intérieur et par *interim* des Affaires étrangères ; Son Exc.<sup>e</sup> Alberto De Stefani, Ministre des Finances et Son Exc.<sup>e</sup> le comte Teofilo Rossi, Ministre pour l'Industrie et le commerce,

et le délégué du Gouvernement français :

Son Exc.<sup>e</sup> Camille Barrère, Ambassadeur de la République française près Sa Majesté le Roi d'Italie,

à ce dûment autorisés, ont signé le présent acte, expédié en double original, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome le treize novembre mil neufcent vingtdeux.

(L. S.) BENITO MUSSOLINI

(L. S.) BARRÈRE

(L. S.) DE STEFANI

(L. S.) TEOFILO ROSSI,

## LISTE A.

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de majoration
47 b) 2	Biscuits avec sucre en quantité supérieure à 180/0 . . . . .	Quintal	70 —	0,2
62	Moutarde :			
	a) en poudre non confectionnée en boîtes ou vases . . .	id.	12 —	—
	b) en boîtes ou vases ou bien liquide ou en compote . .	id.	20 —	—
63	Epices non dénommées . . . . .	id.	25 —	—
89	Dattes . . . . .	id.	5 —	—
ex 98 a) 2	H. ricots et petits pois, dans huile, sel, vinaigr . . . . .	id.	15 —	—
103 b)	Eaux minérales autres . . . . .	id.	6 —	—
106 b)	Vins en bouteilles :			
	1. d'un demi-litre ou moins :			
	ex a) vins de Champagne (1) . . . . .	Cent	20 —	—
	β) autres. . . . .	id.	30 —	—
	2. de plus d'un demi litre et pas plus d'un litre :			
	ex a) vins de Champagne (1) . . . . .	id.	40 —	—
	β) autres. . . . .	id.	50 —	—
ex 110	Cognacs :			
	1. en fûts . . . . .	Hectolitre	90 —	0,3
	2. en bouteilles :			
	a) d'un demi-litre ou moins . . . . .	Cent	60 —	0,3
	β) de plus d'un demi-litre et pas plus d'un litre . . . . .	id.	100 —	0,2
111	Liqueurs :			
	a) en fûts . . . . .	Hectolitre	80 —	0,7
	b) en bouteilles :			
	1. d'un demi-litre ou moins . . . . .	Cent	60 —	0,7
	2. de plus d'un demi-litre et pas plus d'un litre . . . . .	id.	90 —	0,7
	Ad 111 - Indépendamment du droit de douane, sur les liqueurs et sur les autres boissons alcooliques, édulcorées ou aromatisées, il sera perçu la surtaxe de production de l'alcool, sur la base d'une force alcoolique minima de 50 degrés. La douane a toutefois le droit de soumettre les dites boissons à l'analyse et de liquider la surtaxe sur la force alcoolique effective, dans le cas où celle-ci résulte supérieure à 50 degrés.			
137 b) 1	Graisses végétales pour usage alimentaire . . . . .	Quintal	30 —	—
170	Tissus de jute veloutés à l'exception des tapis de pieds . . .	id.	150 —	—
171	Tapis de pieds de jute veloutés . . . . .	id.	100 —	—
ex 177	Galons et rubans (lin et chanvre) :			
	b) autres :			
	1. lisses . . . . .	id.	125 —	0,2

(1) Le droit conventionnel de 23 L. et de 40 L. s'applique exclusivement aux vins naturels rendus mousseux par la fermentation en bouteille suivant la méthode classique usitée en Champagne, en provenance de la région française à laquelle a été reconnu le droit de l'appellation régionale de Champagne (Décret du 17 décembre 1908) et produits en conformité des dispositions de la loi du 6 mai 1919.

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de majoration
	2. ouvrés . . . . .	Quintal	—	0,3
ex 187	Fils de coton à broder à la main, mats ou brillants, tordus à deux ou à plusieurs brins, blancs ou en couleurs, et livrés en échevettes, pelotes, bobines et semblables . . . . .	id.	110 —	—
200 a) 3	Velours de coton: communs, teints . . . . .	id.	215 —	0,2
200 b) 3	Velours de coton: fins, s . . . . .	id.	270 —	—
204 a)	Dentelles de coton, écrues . . . . .	id.	500 —	—
ex 208	Passementerie de coton:			
	— mèches de lampe . . . . .	id.	150 —	—
	— gl s, embrasses et garnitures, pour ameublement . . . . .	id.	180 —	—
18. ex a)	Tissu laine non imprimés pesant par m <sup>2</sup> :			
	1. jusqu'à 150 grs. . . . .	id.	325 <sup>2</sup> —	0,2
	2. plus de 150 grs. jusqu'à 300 grs. . . . .	id.	280 —	0,2
218 b)	Tissus laine imprimés. . . . .	id.	10 livres par 100 mq en plus du droit du tissu non imprimé	0,2
ex 218	Etoffes pour meubles, pesant plus de 300 grs. pour m <sup>2</sup> . . . . .	id.	200 —	—
ex 226	Couvertures de laine de plus de 300 grs. par m <sup>2</sup> , en tissu à long poil pour literie et cheval . . . . .	Quintal	Droit du tissu s: <sup>2</sup> coeffic.	—
237	Tulles de laine . . . . .	id.	700 —	—
	Ad 254 - Sont compris dans cette position les tissus crêpes en laine mélangés de soie: dans lesquels la soie entre dans une proportion de 12 % à 40 % . . . . .	—	—	—
ex 257	Passementerie dont la partie extérieure est formée de soie ou bourre de soie et de coton, la proportion de soie ou de bourre de soie étant inférieure à 12 % . . . . .	—	Augmentation de 100 L. sur le droit de la passementerie sans soie	—
ex 270	Objets cousus en chanvre et lin:			
	b) linge de lit et de table, essuie-mains et autres articles en forme rectangulaire simplement ourlés . . . . .	—	Augmentation de 10 % sur le droit des tissus	—
	d) autres, y compris les cols, manchettes, chemises . . . . .	—	Augmentation de 40 % sur le droit du tissu	—
ex 271	Objets cousus en coton:			
	b) linge de lit et de table, essuie-mains et autres articles en forme rectangulaire simplement ourlés . . . . .	—	Augmentation de 10 % sur le droit du tissu	—
	d) autres, y compris les cols, manchettes, chemises . . . . .	—	Augmentation de 40 % sur le droit du tissu	—
272	Objets cousus en laine, crins et poils:			
	a) châles, couvertures et autres objets de forme rectangulaire, simplement ourlés ou seulement avec application de franges . . . . .	—	Augmentation de 20 % sur le droit du tissu	—
	b) autres, y compris les corsels . . . . .	—	Augmentation de 40 % sur le droit du tissu	—
273	Objets cousus en soie:			
	a) châles, couvertures et autres articles de forme rectangulaire simplement ourlés ou seulement avec application de franges . . . . .	—	Augmentation de 20 % sur le droit du tissu	—
	b) autres . . . . .	—	Augmentation de 50 % sur le droit du tissu	—

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficient de majoration
280	Fonte de fusion et d'affinage à l'état brut:			
	a) commune . . . . .	Quintal	1 25	1,50
	b) contenant plus de 15 jusqu'à 25 % de manganèse . . .	id.	1 75	1,50
83	Fer en massiaux, brut . . . . .	id.	3 —	0,6
225	Acier ordinaire <sup>mar</sup> blooms . . . . .	id.	7 —	0,6
236	Fer et acier ordinaire laminés à chaud, en barres ou baguettes, brutes:			
	a) en barres à double T (poutres):			
	1. d'une hauteur supérieure à 185 mm. et avec une largeur d'ailettes:			
	α) non supérieure à la moitié de la hauteur . . . . .	id.	7 —	0,6
	β) supérieure à la moitié de la hauteur . . . . .	id.	8 —	0,6
	2. d'une hauteur supérieure à 115 et jusqu'à 185 mm. et avec une largeur d'ailettes			
	α) non supérieure à la moitié de la hauteur . . . . .	id.	8 —	0,6
	β) supérieure à la moitié de la hauteur . . . . .	id.	9 —	0,6
	3. d'une hauteur jusqu'à 115 mm. et avec une largeur d'ailettes:			
	α) non supérieure à la moitié de la hauteur . . . . .	id.	9 50	0,6
	β) supérieur à la moitié de la hauteur . . . . .	id.	10 50	0,6
	b) en barres ou baguettes de section en U, d'une largeur extérieure:			
	1. supérieure à 145 mm. . . . .	id.	7 —	0,6
	2. supérieure à 80 et jusqu'à 145 mm. . . . .	id.	8 —	0,6
	3. jusqu'à 80 mm.:			
	α) ayant en section la grosseur minima supérieure à 1 mm 1/2 . . . . .	id.	9 50	0,6
	β) ayant en section la grosseur minima de 1 mm. 1/2 ou moins . . . . .	id.	12 50	7
	c) en barres ou baguettes rondes, carrées, ovales, plates, arrondies, angulaires, en T ou Z:			
	1. n'ayant en section aucun côté ou diamètre de 8 mm. ou moins . . . . .	id.	7 —	0,6
	2. ayant en section un ou plus côtés ou diamètres de 8 mm. ou moins mais plus de 4 mm. 1/2 . . . . .	id.	8 —	0,6
	3. ayant en section un ou plus côtés ou diamètres de 4 mm. 1/2 ou moins mais plus de 1 mm. 1/2 . . . . .	id.	9 50	0,6
	4. ayant en section un ou plus côtés ou diamètres de 1 mm. 1/2 ou moins . . . . .	id.	12 50	0,7
	d) en barres ou baguettes hexagonales, octogonales, trapézoïdales, ou avec d'autres profils, non dénommées:			
	1. n'ayant en section aucun côté ou diamètre de 8 mm. ou moins . . . . .	id.	8 —	0,6
	2. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 8 mm ou moins, mais plus de 4 mm. 1/2 . . . . .	id.	9 —	0,6

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de majoration
(suite) 288	3. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 4 mm. 1/2 ou moins, mais plus de 1 mm. 1/2. . . . .	Quintal	10 50	0,6
	4. ayant en section un ou plusieurs côtés ou diamètres de 1 mm. 1/2 ou moins. . . . .	id.	13 50	0,7
290	Fers et aciers en barres ou baguettes, travaillées :			
	a) travaillées sur petite partie de leur surface, c'est à dire avec quelque simple trou ou coup de lime ou de marteau . . . . .	id.	Augmentation de 3 lires le quintal sur le droit des fers et aciers de l'espèce, la- minés ou battus, en barres ou ba- guettes d'après leur section	0,2
	b) oxydées, vernies, laquées, laitonées, cuivrées, plombées, zinguées, étamées ou alluminées . . . . .	id.	Augmentation de 2,50 litres le quin- tal sur le droit comme ci-des- sus	0,2
	c) nickelées . . . . .	id.	Augmentation de 6 lires le quintal sur le droit com- me ci-dessus	0,2
	d) brunies . . . . .	id.	Augmentation de 15 lires le quintal sur le droit com- me ci-dessus	0,1
ex-292	Fils de fer et d'acier de section ronde ou carrée :			
	a) bruts ou seulement polis :			
	1. avec résistance inférieure à 75 kg. par mm <sup>2</sup> , de section et diamètre :			
	a) supérieur à 1 mm. 1/2 . . . . .	id.	11 —	0,6
	2. avec résistance de 75 kg. ou plus mais moins de 150 kg. par mm <sup>2</sup> , de section et de diamètre :			
	a) supérieur à 1 mm. 1/2 . . . . .	id.	18 —	0,6
	3. avec résistance de 150 kg. ou plus par mm <sup>2</sup> , de section et de diamètre :			
	a) supérieur à 1 mm. 1/2 . . . . .	id.	40 —	0,2
297	Fers et aciers ordinaires, laminés à chaud, en tôles planes, même si recuites, brutes, d'une grosseur :			
	a) de mm. 4 et plus . . . . .	id.	8 50	0,6
	b) de mm. 1 1/2 ou plus mais moins de 4 . . . . .	id.	11 50	0,6
	c) de mm. 0,6 ou plus, mais moins de 1 mm 1/2 . . . . .	id.	13 —	0,6
	d) de mm. 0,4 ou plus mais moins de 0,6 . . . . .	id.	15 —	0,7
	e) inférieure à mm. 0,4 . . . . .	id.	16 50	0,7
305	Rails pour chemins de fer et tramways, en fer et acier . . .	id.	7 —	0,6
309	Matériel fixe pour chemins de fer et tramways, non dénommé, à l'exception du matériel électrique :			
	a) pour chemins de fer portatifs ou suspendus . . . . .	id.	18 —	0,6
	b) pour chemins de fer ordinaires et tramways :			
	1. la fonte dominant . . . . .	id.	16 —	0,6
	2. le fer ou l'acier dominant . . . . .	id.	20 —	0,6

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de majoration
ex 310	Tuyaux en fonte: a) bruts: 1. avec parois d'épaisseur supérieure à 7 mm.: a) droits. . . . . b) autres. . . . . 2. avec parois de 7 mm. d'épaisseur ou moins. . . . . Ad 310 - Les tuyaux en fonte qui, par suite de leur fabrication, ont sur quelques points des parois une épaisseur inférieure à celle présentée sur d'autres points des mêmes parois, seront classés comme ayant une épaisseur correspondant à la moyenne des épaisseurs mesurées à la partie la plus mince et à celle la plus épaisse.	Quintal id. id.	6 50 7 — 10 —	0,3 0,3 0,3
317	Clous en fer ou en acier: a) <i>Punte di Parigi</i> d'une grosseur: 1. de 2 mm. 1/2 ou plus . . . . . 2. de plus de 1 mm. 1/2 mais moins de 2 mm. 1/2. . . . . 3. de 1 mm. 1/2 ou moins . . . . . b) pour maréchalerie . . . . . c) avec tête recouverte d'autre métal . . . . . d) non dénommés, d'une grosseur: 1. de 8 mm. ou plus . . . . . 2. de 4 mm. ou plus mais moins de 8 . . . . . 3. de mm. 1 1/2 ou plus mais moins de 4 . . . . . 4. au dessous de 1 mm. 1/2. . . . .	id. id. id. id. id. id. id. id. id. id. id. id.	15 — 22 — 60 — 24 — 36 — 15 — 20 — 28 — 60 —	0,3 0,3 0,2 0,3 0,3 0,3 0,3 0,3 0,2
331	Garnitures en fer, fonte ou acier, pour meubles, portes et fenêtres: a) brutes . . . . . b) travaillées: 1. mélangées d'autres métaux . . . . . 2. autres . . . . .	id. id. id. id.	30 — 50 — 40 —	0,4 0,3 0,3
ex 343	Ouvrages non dénommés, faits principalement avec barres ou tringles de fer ou d'acier: a) bruts, faits avec barres ou tringles: 1. grosses . . . . . 2. moyennes . . . . . 3. petites . . . . .	id. id. id.	16 — 18 50 22 —	0,6 0,6 0,6
378	Ouvrages en nickel et ses alliages, non dénommés: a) ornementaux, ni dorés, ni argentés . . . . . b) dorés ou argentés . . . . . c) autres. . . . .	id. id. id.	150 — 150 — 100 —	— — —
399 a) 2	Clefs pour serrures, en fonte, fer ou acier: autres, non dorées ni argentées ni mélangées d'autres métaux. . . . .	id.	50 —	0,3
392	Couteaux: a) de poche et canifs: 1. avec manche en ivoire, corne, nacre, écaille ou métal commun doré ou argenté . . . . .	id.	200 —	0,2

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de majoration
	2. avec manche d'autre matière, y compris les métaux com- muns non dorés ni argentés . . . . .	Quintal	125 —	0,2
	b) autres :			
	avec manch et lam en une seule pièce, bruts, polis, bru- nis ou nicelés . . . . .		40 —	0,2
	2. avec manche en corne ou métal commun non doré ni argenté . . . . .	id.	80 —	0,2
	3. avec manche en métal commun doré ou argenté. . . . .	id.	125 —	0,2
	4. avec manche en ivoire, nacre ou écaille . . . . .	id.	150 —	0,2
	5. avec manche d'autres matières . . . . .	id.	80 —	0,2
393	Rasoirs :			
	a) ordinaires et leurs parties . . . . .	id.	200 —	—
	b) de sûreté, leurs parties et leurs lames . . . . .	id.	400 —	—
395	Plumes métalliques . . . . .	id.	200 —	—
ex 411	Machines à repiquer sans cordes . . . . .	id.	20 —	0,5
ex 415	Machines pour le tissage de la laine peignée et cardée, pe- sant :			
	a) plus de quintaux . . . . .	id.	14 —	0,5
	b) plus de 10 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	16 —	0,5
	c) jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	18 —	0,5
ex 425	Machines pour laver et teindre la laine, pesant :			
	a) plus de 10 quintaux . . . . .	id.	25 —	0,5
	b) plus de 2 1/2 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	27 —	0,5
	c) jusqu'à 2 1/2 quintaux . . . . .	id.	30 —	0,5
ex 431	Pompes pour l'œnologie (pompes à transvaser à main ; pompes à moteur pour vins et eaux-de-vie, pompes pour moûts ; pompes verticales à quadruple effet pour vins ; pompes à coller les vins et groupes de filtration) :			
	a) alternatives :			
	1. de fonte, fer et acier, pesant :			
	β) plus de 3 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	18 —	0,5
	γ) plus de 1 jusqu'à 3 quintaux . . . . .	id.	22 —	0,5
	δ) plus de 25 kilos jusqu'à 1 quintal . . . . .	id.	30 —	0,5
	2. autres, pesant :			
	β) plus de 3 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	23 —	0,5
	γ) plus de 1 jusqu'à 3 quintaux . . . . .	id.	28 —	0,5
	δ) plus de 25 kilos jusqu'à 1 quintal . . . . .	id.	35 —	0,5
	b) relatives :			
	1. de fonte, fer et acier, pesant :			
	β) plus de 3 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	24 —	0,5
	γ) plus de 1 jusqu'à 3 quintaux . . . . .	id.	30 —	0,5
	δ) plus de 25 kilos jusqu'à 1 quintal . . . . .	id.	40 —	0,5



Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficient de majoration
(suite) ex 431	2. autres, pesant :			
	β) plus de 3 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	Quintal	85 —	0,5
	γ) plus de 1 jusqu'à 3 quintaux . . . . .	id.	40 —	0,5
	δ) plus de 25 kilos jusqu'à 1 quintal . . . . .	id.	55 —	0,5
	c) non dénommées :			
	1. de fonte, fer et acier, pesant :			
	β) plus de 3 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	18 —	0,5
	γ) plus de 1 jusqu'à 3 quintaux . . . . .	id.	22 —	0,5
	δ) plus de 25 kilos jusqu'à 1 quintal . . . . .	id.	28 —	0,5
	2. autres, pesant :			
	β) plus de 3 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	20 —	0,5
	γ) plus de 1 jusqu'à 3 quintaux . . . . .	id.	24 —	0,5
	δ) plus de 25 kilos jusqu'à 1 quintal . . . . .	id.	32 —	0,5
440	Chauve-bains . . . . .	id.	60 —	0,2
ex 466	Réducteurs de vitesse :			
	a) en fonte, même avec accessoires d'autres métaux, d'un poids :			
	1. de plus de 10 quintaux . . . . .	id.	10 —	1 —
	2. de plus de 1 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	11 —	1 —
	3. de plus de 40 kilos jusqu'à 1 quintal . . . . .	id.	12 —	1 —
	4. de plus de 10 jusqu'à 40 kilos . . . . .	id.	13 —	1 —
	b) d'autres métaux communs, d'un poids :			
	1. de plus de 10 quintaux . . . . .	id.	22 —	1 —
	2. de plus de 1 jusqu'à 10 quintaux . . . . .	id.	26 —	1 —
	3. de plus de 40 kilos jusqu'à 1 quintal . . . . .	id.	32 —	1 —
	4. de plus de 10 jusqu'à 40 kilos . . . . .	id.	40 —	1 —
469	Lames à scies :			
	a) à disque :			
	1. d'une épaisseur de plus de 4 mm. :			
	α) à dents rapportées . . . . .	id.	70 —	0,3
	β) autres . . . . .	id.	20 —	0,3
	2. d'une épaisseur jusqu'à 4 mm. et ayant un diamètre :			
	α) de plus de 40 centimètres . . . . .	id.	30 —	0,3
	β) de plus de 10 jusqu'à 40 cm. . . . .	id.	50 —	0,3
	b) à ruban sans fin, d'une largeur :			
	1. de plus de 30 mm . . . . .	id.	25 —	0,3
	2. jusqu'à 30 mm. . . . .	id.	35 —	0,3
	c) autres, même montées, d'une largeur :			
	1. de plus de 80 mm. . . . .	id.	20 —	0,3
	2. de plus de 30 jusqu'à 80 mm. . . . .	id.	30 —	0,3
	3. de plus de 20 jusqu'à 30 mm. . . . .	id.	75 —	0,3
	4. jusqu'à 20 mm. . . . .	id.	100 —	0,3

Nombres du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficient de majoration
471	Faux, faucilles, lames à couper la paille et le foin, et serpes	Quintal	25 —	0,2
473	Haches, herminettes, hachettes et socs à vomer . . . . .	id.	25 —	0,2
474	Couteaux et tranchets pour les arts et métiers et pour l'agri- culture . . . . .	id.	30 —	0,3
476	Outils et instruments pour les arts et métiers et pour l'agriculture, non dénommés:			
	a) communs, la pièce pesant:			
	1 - plus de 10 kilogrammes . . . . .	id.	20 —	0,8
	2 - plus de 3 jusqu'à 10 kilogrammes . . . . .	id.	27 —	0,8
	3 - plus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes . . . . .	id.	35 —	0,8
	4 - jusqu'à 1 kilogramme . . . . .	id.	50 —	0,8
	b) fins, la pièce pesant:			
	1 - plus de 10 kilogrammes . . . . .	id.	35 —	0,8
	2 - plus de 3 jusqu'à 10 kilogrammes . . . . .	id.	45 —	0,8
	3 - plus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes . . . . .	id.	60 —	0,8
	4 - jusqu'à 1 kilogramme . . . . .	id.	80 —	0,8
484	Lunettes, binoculaires et monoculaires:			
	a) à prismes . . . . .	la pièce	15 —	0,8
	b) autres:			
	1 - ordinaires . . . . .	id.	2 —	0,5
	2 - de luxe . . . . .	id.	5 —	0,5
493 c)	Compteurs d'eau, chacun pesant:			
	1 - plus de 5 kgs. . . . .	Quintal	100 —	0,4
	2 - jusqu'à 5 kgs. . . . .	id.	200 —	0,4
ex 510	Douilles pour cartouches:			
	a) cartouches vides: en carton, même avec fond en métal d'une hauteur non supérieure à un tiers de la hau- teur totale de la douille . . . . .	id.	100 —	0,5
	b) non dénommées . . . . .	id.	150 —	0,5
514	Cartouches chargées . . . . .	id.	200 —	0,7
548	Meules à aiguiser, en pierre naturelle . . . . .	id.	3 —	—
ex 551	Ouvrages en émeri, corindon et similaires, naturels ou arti- ficiels, d'un poids par pièce:			
	a) de plus de 5 kgs. . . . .	id.	30 —	—
	b) de 750 gr. jusqu'à 5 kgs. . . . .	id.	50 —	—
	c) de 75 gr. jusqu'à 750 gr. . . . .	id.	75 —	—
567 b)	Matériel réfractaire de qualité supérieure:			
	1 - en briques:			
	a) ordinaire . . . . .	id.	3 —	0,3
	b) autre . . . . .	id.	4 50	0,3
	2 - en autres objets. . . . .	id.	4 50	0,3
568 c)	Chaux hydraulique . . . . .	id.	0 50	—
569 a)	Ciment à prise rapide . . . . .	id.	0 50	—

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de conversion
ex 578	Fleurs en porcelaine:			
	a) blanches . . . . .	Quintal	35 —	1 —
	b) colorées même à une seule couleur, ou décorées d'une manière quelconque . . . . .	id.	45 —	1 —
579 a)	Tomettes en terre cuite . . . . .	id.	4 —	—
585	Verre pour optique, brut . . . . .	id.	40 —	—
ex 586	Bouteilles dites <i>champenoises</i> conformes aux échantillons dé- posés . . . . .	id.	5 —	0,4
5 0	Isolateurs pour l'électricité, en verre même uni à d'autres ma- tières, d'un poids:			
	a) de plus de 1 gr. . . . .	id.	35 —	0,2
	b) de plus de 500 gr. jusqu'à 1 kilo ramme . . . . .	id.	40 —	0,2
	c) de plus de 100 jusqu'à 500 gr. . . . .	id.	50 —	0,2
	d) jusqu'à 100 gr. . . . .	id.	65 —	0,2
ex 591	Flacons et fioles en verre et en cristal se bouchant à l'émeri, pour la parfumerie et similaires:			
	a) ni dépolis, ni gravés:			
	1 - incolores . . . . .	id.	14 —	0,5
	2 - teints en pâte:			
	a) à une seule couleur . . . . .	id.	16 —	0,5
	b) dépolis, gravés:			
	1 - incolores ou teints en pâte à une seule couleur . . . .	id.	20 —	0,5
	c) peints, émaillés, dorés, argentés . . . . .	id.	30 —	0,5
ex 629	Ouvrages non dénommés, en osier:			
	a) ordinaires . . . . .	id.	10 —	—
	b) fins:			
	1 - sans garniture, application ou accessoire d'autre ma- tière:			
	a) bruts . . . . .	id.	20 —	—
	b) blanchis ou teints . . . . .	id.	40 —	—
634 b)	Ambre en ouvrages non dénommés . . . . .	id.	600 —	—
635 b)	Ivoire en ouvrages non dénommés . . . . .	id.	100 —	—
637 b)	Nacre en ouvrages non dénommés . . . . .	id.	200 —	—
638 b)	Ecaille en ouvrages non dénommés . . . . .	id.	150 —	—
639 b)	Corne, os et matières similaires en ouvrages non dénommés .	id.	100 —	—
ex 642	Celluloid, cellophane, galalite, etc.:			
	e) en ouvrages non dénommés:			
	1 - pour usage industriel . . . . .	id.	80 —	0,4
	2 - pour d'autres usages:			
	a) garnis, décorés, dorés ou argentés . . . . .		250 —	0,4
	b) autres . . . . .		150 —	0,4
658 a) 5	Essence de rose, non déterpénée . . . . .	Kilogr.	20 —	—
662	Parfumerie:			
	a) alcoolique . . . . .	Quintal	300 —	0,2
	b) non alcoolique . . . . .	id.	150 —	—

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de majoration
ex 603	Savons :			
	a) communs :			
	1 - en forme semblable celles des savons de toilette . . .	Quintal	30 —	0,2
	2 - autres . . . . .	id.	12 —	0,2
	b) parfumés . . . . .	id.	60 —	0,2
717 i)	Acide cyclylique . . . . .	id.	100 —	—
ex 737	Adrenaline, arécoline et ses sels, atropine, digitaline, émétine et ses sels chlorhydrates, éserine et ses sels, pilocarpine, strychnine, yombine, théobromine . . . . .	Sur la va- leur offi- cielle	10 %	—
ex 780	Antipyrine; atoxil; benzoate, cacodylate et carbonate de ga- iacol; fer méthylarsinate; gâiacol cristallisé; novocaïne; pipérazine; pyramidon; sulfogâiacolate de potasse; sto- vaine . . . . .	Kilogr.	12 —	—
ex 781	Préparation pharmaceutiques non dénommées :			
	ex a) vinaigre médicinal simple, bile bovine, carbonate de fer médicinal, chlorate de potasse, fer réduit par l'hydrogène, pâte garance, soufre précipité; fer por- phyrisé; miel rosé; alcools médicinaux simples; thiol; traumaticine; vaseline oxygénée (vasogène)	Quintal	100 —	—
	ex b) composées :			
	1 - pilules, granules, pastilles, tablettes et capsules . . . .	id.	200 —	—
	ex 2 - vinaigre médicinal, composé; eau anthystérique; bière médicinale; biscuits médicinaux; papier au- tiasthmatic; électrolytiques; huile de foie de morue combinée avec d'autres matières médicinales; huiles de poisson combinées avec des matières médicinales; poudre de Seidlitz; alcools médicinaux composés; jus de réglisse combiné avec des matières médi- cinales; suppositoires . . . . .	id.	200 —	—
	ex 2 - vins et sirops . . . . .	id.	180 —	—
782	Spécialités médicinales :			
	a) remèdes et spécifiques secrets . . . . .	id.	400 —	—
	b) autres . . . . .	id.	250 —	—
ex 92	Ocres naturelles, silico-alumineuses, ayant une teneur natu- relle en oxyde de fer de 10 % à 40 % :			
	b) moulues, pulvérisées, crues ou calcinées . . . . .	id.	5 50	—
798	Couleurs non dénommées :			
	a) en poudre . . . . .	id.	15 —	0,7
	b) en pâtes à l'eau, ou en tablettes, trochisques ou autres formes semblables . . . . .	id.	25 —	0,5
	c) à l'huile . . . . .	id.	25 —	0,5
	d) en tubes, etc. . . . .	id.	35 —	0,5
798	Verres :			
	a) en bouteilles, boîtes ou tuyaux, d'un poids non supé- rieur à 3 kilos :			
	1 - à l'alcool . . . . .	id.	60 —	—
	2 - autres . . . . .	id.	50 —	0,2

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de majoration
	b) en autres récipients:			
	1 - à l'alcool . . . . .	Quintal	45 —	—
	2 - autres . . . . .	id.	40 —	0,2
800 b)	Encres autres que d'imprimerie:			
	1 - en récipients à moins d'un litre . . . . .	id.	30 —	—
	2 - en récipients autres . . . . .	id.	25 —	—
803 a)	Colle forte . . . . .	id.	8 —	—
803 ex b)	Colle de pisse fausse . . . . .	id.	15 —	—
ex 809	Peaux tannées, au chrome:			
	a) boeufs, vaches, et autres grandes peaux:			
	1 - fendues ou égales en épaisseur . . . . .	id.	15 —	—
	2 - pour semelles . . . . .	id.	10 —	—
811 ex b)	Peaux taillées en tiges et empeignes . . . . .	—	Surtaxe de 15 %	—
820	Selles . . . . .	la pièce	15 —	—
ex 822	Valises sauf celles qui contiennent des objets de toilette ou autres constituant des nécessaires de voyage . . . . .	Quintal	200 —	—
823	Ouvrages en peaux tannées sans poils, non dénommés . . . . .	id.	250 —	—
ex 825	Manchons . . . . .	id.	800 —	—
ex 847	Papier:			
	e) de tenture . . . . .	id.	50 —	—
	ex f) buvard . . . . .	id.	12 50	—
854 c)	Ouvrages en papier et en carton, non dénommés: autres . . . . .	id.	70 —	0,3
855	Cartes à jouer . . . . .	id.	120 —	—
859 a)	Cartes géographiques imprimées en langue étrangère:			
	1 - sur papier ou carton, en feuilles ou en atlas, simple- ment reliées en brochure . . . . .	—	Exemptes	—
	2 - sur papier doublé de tissus, avec ou sans baguettes ou rouleaux en bois ou en atlas reliés . . . . .	Quintal	30 —	—
860 a)	Les gravures de mode annexées aux journaux de modes im- primées en langue autres que l'italienne, lorsqu'elles ont ces indications se référant au journal respectif ou qu'elles sont numérotées et visées dans celui-ci, sont admises au même traitement que les journaux respectifs repris au n. 860 a) 2	—	—	—
862 ex b)	Livres imprimés: en langue française, cartonnés, même entiè- rement recouverts de toile ou papier, et le titre imprimé à l'extérieur . . . . .	—	10 —	0,2
861 c)	Or battu en feuilles . . . . .	Kilogr.	16 —	—
893 b)	Chapeaux de femmes:			
	1 - de paille, de fibre de palmier, d'écorce, de copeaux, de sparte ou autres matières similaires:			
	a) non garnis . . . . .	la pièce	3 —	—
	b) non garnis avec la seule coiffe ou simplement ourlés avec ou sans coiffe . . . . .	id.	5 —	—
	γ) garnis . . . . .	id.	8 —	—

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de majoration
	2 - de feutre:			
	α) non garnis . . . . .	la pièce	5 —	1
	β) non garnis, avec la seule coiffe ou simplement ourlés avec ou sans coiffe . . . . .	id.	8 —	1
	γ) garnis . . . . .	id.	8 —	1
	3 - autres:			
	α) non garnis . . . . .	id.	10 —	1
	β) garnis . . . . .	id.	12 —	1
896	Peignés et épingles à cheveux:			
	a) garnis, déco , dorés, etc.:			
	1 - de métal ordinaire . . . . .	Quin'al	200 —	1
	2 - de corne, d'os et de matières similaires . . . . .	id.	250 —	1
	3 - de celluloid, d'ébonite, de galalite et de matières si- milaires . . . . .	id.	250 —	1
	4 - d'ivoire, de nacre et d'écaille . . . . .	id.	500 —	1
	b) recouverts, en tout ou en partie, de métal précieux .	id.	800 —	1
ex 897	Boutons:			
	c) de laine . . . . .	id.	240 —	1
	d) de soie . . . . .	id.	500 —	1
	e) de métal commun:			
	1. - à pression:			
	α) dorés ou argentés . . . . .	id.	300 —	1
	β) autres . . . . .	id.	250 —	1
	2. - de toute autre espèce:			
	α) dorés ou argentés . . . . .	id.	200 —	1
	β) autres . . . . .	id.	100 —	1
	γ) de bois . . . . .	id.	50 —	1
	h) en ambre, ivoire, nacre et écaille . . . . .	id.	250 —	1
	i) en os et corne . . . . .	id.	80 —	1
	j) en corozo et palme . . . . .	id.	60 —	1
	k) de celluloid et galalite, etc. . . . .	id.	150 —	0,1
	m) en autres matières, sauf métaux précieux ou plaqués en métaux précieux . . . . .	id.	200 —	1
899 b)	Eventails avec monture en ivoire, nacre ou écaille . . . . .	Kilogr.	25 —	1
900	Carcasses pour objets de mode . . . . .	id.	1 —	1
901	Parapluies:			
	a) garnis avec dentelles ou franges . . . . .	la pièce	5 —	1
	b) non dénommés, recouverts:			
	1 - de tissu de soie ou mélangé de soie . . . . .	id.	2 —	0,3
	2 - d'autres tissus . . . . .	id.	0 60	0,3
907	Fleurs artificielles . . . . .	Kilogr.	25 —	1

Numéros du tarif italien	NOMENCLATURE	Unité	Droits	Coefficients de majoration
908	Fruits artificiels :			
	a) pour ornement de chapeaux et similaires . . . . .	Kilogr.	15 —	1
	b) autres, sauf sculptés, moulés . . . . .	id.	10 —	1
910 b)	Plumes et plumages d'ornement, ouvrés :			
	1 - simplement blanchis ou teints . . . . .	id.	25 —	1
	2 - autres . . . . .	id.	75 —	1
ex 911	Menus objets (mercerie) :			
	a) en caoutchouc . . . . .	Quintal	160 —	1
	b) en bois (y compris porteplumes en bois)	id.	60 —	1
	c) en peau :			
	1 - avec monture ou garnitures en métal précieux ou en soie ou recouverts de métal précieux . . . . .	id.	300 —	1
	2 - autres . . . . .	id.	250 —	1
	e) non dénommés :			
	1 - ordinaires . . . . .	id.	100 —	1
	2 - fins . . . . .	id.	200 —	1
ex 912	Jonets :			
	d) en bois . . . . .	id.	75 —	1
	h) de toute matière, avec mécanisme . . . . .	id.	300 —	1
	ex i) autres :			
	2 - fins . . . . .	id.	250 —	1
913	Poupées en matières diverses :			
	a) ordinaires :			
	1 - avec des yeux rapportés ou perruques :			
	α) habillées . . . . .	id.	300 —	0,2
	β) non habillées . . . . .	id.	250 —	0,2
	2 - autres :			
	α) habillées . . . . .	id.	250 —	0,2
	β) non habillées . . . . .	id.	200 —	0,2
	b) fines :			
	1 - avec des yeux rapportés ou perruques :			
	α) habillées . . . . .	id.	400 —	0,2
	β) non habillées . . . . .	id.	350 —	0,2
	2 - autres :			
	α) habillées . . . . .	id.	300 —	0,2
	β) non habillées . . . . .	id.	250 —	0,2
914 ex b)	Brosses à dents, montées en bois verni ou poli, en ébonite, celluloïd, os, ou en matières similaires :			
	2 - en fibres animales . . . . .	id.	250 —	0,2
ex 948 b)	Pellicules pour cinématographie, impressionnées : négatives .	100 mètres	10 —	0,8

## Liste B.

- 98 Fruits: légumes, plantes potagères,  
a) dans le vinaigre, la saumure ou l'huile:  
1) olives.  
2) autres.
- 311 Fruits non malléable en jets non dénommés.
- 313 Acier en jets non dénommés.
- 314 Fers et aciers en pièces forgées ou estampées à  
chaud non dénommés.
- 315 Fers et aciers en pièces forgées ou estampées non  
dénommés, travaillés totalement ou sur une  
grande partie de leur surface.
- 396 Machines motrices.
- 397 Locomobiles.
- 407 Machines agricoles.
- 410 Machines non dénommées.
- 465 Parties détachées de machines non dénommées.
- 467 Enclumes et étaux, etc.
- 488 Limes et râpes.
- 472 Fléaux, bûches, pioches, etc.
- 517 b) Parties détachées ou accessoires de velocipèdes ou  
de motocycles autres.
- 869 Peaux tannées au chrome:  
b) veau, vachette, etc.:  
1) non teintes, etc.  
2) non dénommées.

## Liste C.

N. du tarif  
français

## NOMENCLATURE

- ex 17-bis Charcuterie fabriquée:  
Salamis, mortadelle, zampeni et cotechini.
- ex 36 Fromages dits: gorgonzola, reggiano, parigiano, fontina, bel paese.
- 80 Légumes secs.
- ex 81 Fruits de table frais (citrons, oranges, cédrats, et  
leurs variétés; mandarines et chinois; raisins de  
table; pêches et abricots).
- ex 85 Fruits de table secs (figues, anandes et noisettes;  
noix, pistaches).
- ex 158 Légumes frais.
- 171 Vins.
- ex 171-bis Vins de liqueur, vermouth et filtrés doux, provenant  
des raisins frais.
- ex 175 Marbres sciés et sculptés, polis, meulés ou autre-  
ment ouvrés.
- ex 189 Soufre trituré, épuré, raffiné, sublimé.
- 6216 Terres de potasse.
- 524 Machines dynamo-électriques.
- 591 Meubles autres qu'en bois courbé, sièges (5 posi-  
tions).
- 92-592-bis Meubles autres qu'en bois courbé (toutes les posi-  
tions).
- 612 Chapeaux, cloches ou plateaux de paille, d'écorce,  
de sparte, de fibres de palmier.
- 626 Chapeaux de feutre de peils et de laine et peils.
- 627 Chapeaux de feutre de laine.

Visto, d'ordine di S. M. M. Re:

Il ministro segretario di Stato per gli affari esteri ad interim  
MUSOLINI.Il numero 1475 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti  
del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione  
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 17 novembre 1910, n. 705;

Visto il R. decreto 29 aprile 1915, n. 573;

Visto il testo unico approvato con decreto Luogotenenziale 19 agosto 1917, n. 1399;

Visto il decreto Luogotenenziale 3 novembre 1918,  
n. 1857;

Vista la legge 2 settembre 1919, n. 1459;

Visto il R. decreto 3 maggio 1920, n. 545;

Visto il R. decreto 9 maggio 1920, n. 665;

Visto il R. decreto 23 dicembre 1920, n. 1865;

Vista la legge 20 agosto 1921, n. 1178;

Visto il R. decreto 16 novembre 1921, n. 1705;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato  
pei lavori pubblici, di concerto col presidente del Con-  
siglio dei ministri, col ministro dell'interno, col ministro  
del tesoro e dell'industria e commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

## Art. 1.

Al T. U. delle leggi emanate in conseguenza del ter-  
remoto del 28 dicembre 1903 approvato con decreto Luo-  
gotenenziale 19 agosto 1917, n. 1399, già modificato con  
il R. D. 3 maggio 1920, n. 545, sono apportate le se-  
guenti modificazioni: « Il Ministero per l'interno può  
delegare ai prefetti e alle Giunte provinciali ammini-  
strative a seconda della rispettiva competenza l'appro-  
vazione di quei bilanci comunali per i quali occorra un  
concorso a pareggio non superiore a quello del triennio  
precedente e sempre quando quest'ultimo non superi la  
media di L. 20.000 annue.

« Tali bilanci saranno tuttavia sottoposti all'appro-  
vazione del Ministero dell'interno qualora contengano  
nuovi stanziamenti che impegnino con un principio di  
spesa continuativa i bilanci futuri.

« Agli effetti del 1° comma del presente articolo prima  
dell'inizio del triennio il Ministero dell'interno, sentita  
la Commissione di cui all'art. 5, determina per ogni  
Comune in base alle assegnazioni del triennio prece-  
dente il concorso da tenersi presente per l'approvazione  
dei bilanci da parte dei prefetti e delle Giunte provin-  
ciali amministrative.

« Per il triennio 1922-1924 si prenderà per base il  
concorso medio annuo del biennio 1920-1921 ».

## Art. 2.

All'art. 22 è sostituito il seguente:

« Oltre quanto è disposto dall'art. 169 spetta al Mi-  
nistero dell'interno preli i pareri di cui all'art. 21 di  
approvare le deliberazioni di tutti i Comuni di cui alla



tabella n. 1, relativa alla contrattazione di mutui o a spese che vincolino i bilanci per oltre cinque anni ».

#### Art. 3.

All'art. 27 è sostituito il seguente :

« Fino a tutto il 1938 i bilanci dei Comuni indicati nella tabella n. 1 allegata al presente testo unico, eccetto quelli di Messina e di Reggio Calabria rimangono di regola invariati di triennio in triennio salvo gli stanziamenti relativi ad opere pubbliche ».

Le modificazioni che occorresse introdurre durante il triennio nei bilanci dei Comuni di cui all'art. 21 dovranno essere approvate dal Ministero dell'interno ad eccezione degli storni diponibili dalla necessità di aumentare fondi relativi a spese a calcolo di carattere obbligatorio.

« Con le stesse forme è approvata la parte straordinaria dei bilanci relativa ai lavori del piano regolatore o di ampliamento dei comuni di cui all'art. 119.

#### Art. 4.

Fra gli articoli 28 e 29 è aggiunta la seguente disposizione

« E' data facoltà al Ministero dell'interno per i servizi da esso dipendenti, di cui al presente testo unico, di emettere mandati di anticipazione o a disposizione a favore dei prefetti o di altri funzionari delegati anche in deroga alle norme stabilite dalla legge di contabilità generale dello Stato, e del relativo regolamento.

Su richiesta dei funzionari delegati da farsi alle locali Delegazioni del tesoro, entro il 30 giugno di ciascun anno, i mandati sia di anticipazione, che a disposizione, emessi per i servizi di cui sopra, anziché venire annullati e ridotti a fine di esercizio potranno essere trasportati per l'intera somma o per la parte che resta inerogata, all'esercizio successivo con le stesse forme seguite con i mandati diretti, compilandosi per essi speciali elenchi.

#### Art. 5.

All'art. 121 è sostituito il seguente :

« I verbali di concordato tra i Comuni e i proprietari per l'attuazione dei piani regolatori sono sottoposti all'approvazione del delegato tecnico del Ministero dei lavori pubblici ».

#### Art. 6.

All'ultimo comma dell'art. 347 del T. U. 19 agosto 1917, n. 1399, è sostituito il seguente :

« Le carature sono nominative ma possono essere vincolate o alienate ».

#### Art. 7.

All'art. 373 del testo unico 19 agosto 1917, n. 1399, è sostituito il seguente :

« Il rendiconto consuntivo della gestione propria

della Unione edilizia nazionale sede di Messina e quello dell'azienda separata devono essere compilati entro due mesi dalla chiusura dell'esercizio.

« Entro un mese i Consigli speciali si pronunziano sui rendiconti e li trasmettono al direttore generale dell'Unione con le proprie deliberazioni.

« Devorsi infruttuosamente tali termini provvederà direttamente la Direzione generale ».

#### Art. 8.

All'art. 374 del testo unico 19 agosto 1917, n. 1399, è sostituito il seguente :

« I bilanci preventivi e i rendiconti consuntivi sono approvati definitivamente dal Consiglio d'amministrazione dell'Unione edilizia nazionale ».

#### Art. 9.

L'art. 26 del R. decreto 16 novembre 1921, n. 1705, resta modificato come segue :

« Per i lavori di ricostruzione e di riparazione di edifici pubblici provinciali o comunali o appartenenti ad Enti morali aventi scopo di beneficenza o di uso pubblico che siano eseguiti nei paesi danneggiati dal terremoto del 28 dicembre 1908 entro il 31 dicembre 1925 è data facoltà al Governo di elevare alla misura del 75 % della spesa occorrente per la esecuzione dei lavori il sussidio spettante agli Enti danneggiati ai sensi degli articoli 101 del testo unico approvato con D. L. 19 agosto 1917, n. 1399, modificato dall'art. 23 del R. decreto 3 maggio 1920, n. 545, e di anticipare il relativo importo all'Unione edilizia Nazionale se ad essa siano affidati i lavori in base ai progetti debitamente approvati dal Ministero dei lavori pubblici salvo conguaglio della spesa dopo il collaudo e purchè i sussidi siano liquidati prima del 31 dicembre 1924.

#### Art. 10.

E' prorogato al 31 dicembre 1925 il termine del 31 dicembre 1923 indicato negli articoli 7, 8, 10, 11 e 15 del R. decreto 3 maggio 1920, n. 545 e nell'art. 26 del R. decreto 16 novembre 1921, n. 1705 per quanto si riferisce ai lavori dipendenti dal terremoto del 28 dicembre 1908.

#### Art. 11.

E' prorogato al 31 dicembre 1924 il termine del 31 dicembre 1922 indicato negli articoli 23 e 26 del R. decreto 16 novembre 1921, n. 1705, per quanto si riferisce ai lavori dipendenti dal terremoto del 28 dicembre 1908 affidati all'Unione edilizia nazionale.

#### Art. 12.

Per la vendita delle baracche non più necessarie allo scopo per cui furono costruite nelle località colpite dal terremoto del 28 dicembre 1908 potrà derogarsi alle disposizioni della legge e del regolamento sulla contabilità generale dello Stato previa autorizzazione del Mi-

nistero dei lavori pubblici da richiedersi, caso per caso, con motivata proposta degli uffici del Genio civile.

Le somme provenienti da tale vendita dovranno essere versate in tesoreria.

#### Art. 13.

A parziale modifica dell'art. 242 del testo unico, approvato con decreto Luogotenenziale 19 agosto 1917, n. 1399, è consentito che l'altezza minima dei vani abitabili delle case rurali e coloniche nonché quelle dei vani degli abitati di montagna situati oltre gli 800 metri di altitudine sia di metri 2,50.

#### Art. 14.

Le disposizioni dell'art. 12 del R. decreto 3 maggio 1920, n. 545, è applicabile anche ai lavori eseguiti tra il 1° luglio 1917 e il 2 maggio 1920 per le località colpite dal terremoto del 28 dicembre 1908.

#### Art. 15.

All'ultimo comma dell'art. 32 del R. decreto 16 novembre 1921, n. 1705, è sostituito il seguente:

« Il saggio d'interesse sulle anticipazioni sarà del 4 0/0 analogamente a quanto avviene per lo sconto che la Cassa fa per i contributi a carico dello Stato tanto a favore dell'Istituto Vittorio Emanuele III per i danneggiati dai terremoti di Reggio Calabria quanto all'Unione edilizia Nazionale.

#### Art. 16.

All'art. 33 del R. decreto 16 novembre 1921, n. 1705, è sostituito il seguente:

« I diritti di commissione per spesa di amministrazione spettanti al Consorzio per la concessione di mutui ai danneggiati dal terremoto del 28 dicembre 1908 a norma dell'art. 314 del T. U. approvato con decreto Luogotenenziale 19 agosto 1917, n. 1399 sono stabiliti in misura non superiore ai centesimi trenta per i mutui fino a L. 25.000, di centesimi cinquanta per i mutui da L. 25.000 fino a L. 300.000 e di centesimi 70 per i mutui di somme superiori a L. 300.000 per ogni cento lire di capitale mutuato e saranno corrisposti anche durante il periodo della somministrazione rateale della somma concessa a mutuo.

#### Art. 17.

All'art. 22 ultimo comma del R. decreto 17 novembre 1910, n. 705 è sostituito il seguente:

« Il ritardo nel pagamento fa decorrere a favore del Consorzio l'interesse di mora nella misura del 6 0/0 all'anno.

Per i contributi dello Stato l'interesse del 4 0/0 decorre dopo due mesi dalla detta scadenza.

#### Art. 18.

Al primo comma dell'art. 317 del T. U. 19 agosto 1917, n. 1399 è sostituito il seguente:

« La concessione dei mutui da parte del Consorzio cesserà col 31 dicembre 1928.

#### Art. 19.

Le disposizioni di cui ai paragrafi 3, 4 e 5, capo II, titolo I, parte II del testo unico 19 agosto 1917, numero 1399, per quanto riguarda il fondo di riserva straordinario per i rischi eventuali delle operazioni del Consorzio per la concessione di mutui ai danneggiati dal terremoto del 28 dicembre 1908 sono modificati come segue:

a) per i mutui stipulati o da stipulare dal Consorzio dal 10 0/0 a carico dello Stato sulle quote semestrali di ammortamento è ridotto al 5 0/0 a partire dal 1° luglio 1922.

Tale contributo del 5 0/0 di spettanza assoluta del Consorzio è destinato a formare un fondo di riserva straordinaria per i rischi eventuali delle operazioni del Consorzio stesso e sarà impiegato in titoli emessi e garantiti dallo Stato in cartelle fonciarie.

b) la riserva straordinaria accumulata in capitale ed interessi fino al 30 giugno 1922 viene ripartita per metà a favore dello Stato e per l'altra metà a favore del Consorzio, il quale però per la quota di sua spettanza dovrà mantenere l'attuale sua destinazione tanto per il capitale quanto per gli interessi accumulati fino alla predetta data;

c) gli interessi che si matureranno dal 1° gennaio 1922 tanto sui nuovi accantonamenti di cui alla lettera a) quanto sul fondo accumulato di cui alla lettera b) saranno a libera disposizione del Consorzio.

#### Art. 20.

La facoltà consentita dal R. decreto 23 dicembre 1920, n. 1865 e dall'art. 328 del testo unico di legge 19 agosto 1917, n. 1399 per quanto riguarda la cessione delle semestralità del contributo dello Stato per i mutui dovuti al Consorzio per la concessione, di mutui ai danneggiati dal terremoto del 28 dicembre 1908 e all'Istituto Vittorio Emanuele III per i danneggiati dal terremoto di Reggio Calabria è estesa alla cessione in tutto o in parte alla Cassa depositi e prestiti in base a liquidazione provvisoria trimestrale approvata dal Ministero del tesoro delle semestralità del contributo stesso corrispondenti all'importo delle singole rate somministrate dall'Istituto medesimo in conto dei mutui non ancora passati in ammortamento.

Agli effetti della liquidazione di cui sopra si calcola che l'ammortamento delle rate suddette abbia inizio in ogni caso dopo un biennio dalla data di decorrenza della cessione e le relative semestralità saranno corrisposte dal Ministero del tesoro all'Istituto sovventore alla fine del semestre successivo a quello della scadenza del biennio suddetto e con prelevamento delle somme dovute al Consorzio per la concessione di

~~mutui~~ ~~ai~~ ~~danneggiati~~ dal terremoto del 28 dicembre 1908 e all'« Istituto Vittorio Emanuele III ».

A tali operazioni sono estese le disposizioni contenute nell'art. 329 del testo unico predetto.

#### Art. 21.

L'ultimo comma dell'art. 397 del testo unico 19 agosto 1917, n. 1399, è sostituito dal seguente:

« I conti sono esaminati da parte di un delegato del Ministero del tesoro ed approvati dal Ministero stesso di accordo con i Ministeri dei lavori pubblici e dell'interno ».

#### Art. 22.

L'art. 399 del testo unico 19 agosto 1917, n. 1399, è sostituito dal seguente:

« L'Ente edilizio è amministrato da un Consiglio composto come appresso: l'ispettore superiore del Genio civile delegato dal Ministero dei lavori pubblici nei paesi devastati dal terremoto, presidente, un vice prefetto designato dal Ministero dell'interno da cui dipenderà direttamente per tutto quanto concerne le attribuzioni conferitigli dal presente testo unico, direttore, l'intendenza di finanza, l'ingegnere capo del Genio civile (servizio terremoto) tre rappresentanti del Comune eletti dal Consiglio comunale anche fuori del proprio seno fra gli eleggibili a consigliere comunale.

In questa elezione ciascun consigliere scrive sulla propria scheda soltanto un nome e si proclamano eletti i tre cittadini che hanno raccolto il maggior numero di voti, ma non inferiore a 5. A parità di voti è proclamato eletto l'anziano di età. Un componente della Congregazione di carità.

Alla seduta del Consiglio di amministrazione assisterà con voto consultivo l'ingegnere direttore dell'Ufficio tecnico dell'Ente.

Le deliberazioni del Consiglio d'amministrazione dell'Ente edilizio sono provvedimenti definitivi. Contro di esso è solo ammesso il ricorso straordinario al Re ai termini dell'art. 2 del testo unico approvato con R. decreto 17 agosto 1907, n. 639.

#### Art. 23.

Dopo l'art. 400 del testo unico approvato con decreto Luogotenenziale 19 agosto 1917, n. 1399, sono inseriti i seguenti:

Art. 400-bis. — L'assegnazione delle case e delle baracche è deliberata dal Consiglio di amministrazione sulla proposta di una Commissione consultiva composta dal direttore dell'Ente edilizio che la presiede, di due rappresentanti degli operai e salariati, di due rappresentanti degli impiegati, di un rappresentante di professionisti e di uno dei commercianti e del membro operaio della Commissione provinciale di assistenza e di beneficenza.

I rappresentanti degli operai e dei salariati saranno

eletti dagli operai iscritti nelle liste degli assicurati contro la disoccupazione da fornirsi al Comune dall'Ufficio per il collocamento e la disoccupazione. Le elezioni avranno luogo su richiesta del direttore dell'Ente edilizio con le norme in quanto applicabili stabilite negli articoli 12, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 31 del regolamento per l'esecuzione della legge sui probiviri approvato con R. decreto 2 aprile 1894, n. 178, e negli articoli 67, 68, 73, 76 e 83 del testo unico della legge comunale e provinciale approvata con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148.

Gli Uffici provvisori di cui all'art. 23 e 24 del citato regolamento per l'esecuzione della legge sui probiviri provv. deranno a tutte le operazioni elettorali senza che si faccia luogo alla costituzione di uffici definitivi.

Non sono eleggibili coloro che non abbiano compiuto i ventun'anni e che abbiano subito condanna per i titoli indicati nell'art. 25 del citato testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148.

I rappresentanti degli impiegati saranno designati nei modi previsti dall'art. 1° del regolamento approvato con decreto Luogotenenziale 19 agosto 1917, n. 1542.

I rappresentanti dei professionisti e quelli dei commercianti saranno eletti dal Consiglio comunale.

Art. 400-ter. — I rappresentanti del Comune nell'Ente edilizio di cui all'art. 399 e i componenti la Commissione consultiva durano in carica 4 anni e sono rieleggibili. Qualora qualcuno di essi cessi dall'ufficio si provvederà con la stessa forma ad una nuova nomina. Il nuovo eletto resterà in carica quanto sarebbe rimasto il predecessore.

Art. 400-quater. — La Commissione consultiva sarà convocata dal suo presidente con avviso scritto contenente gli elenchi degli oggetti da trattarsi e dovrà consegnarsi a domicilio almeno tre giorni prima di quello stabilito per l'unanimità.

Fermo restando il disposto dell'art. 27 del R. decreto 16 novembre 1921, n. 1705, qualora il Consiglio di amministrazione dell'Ente deliberi di non uniformarsi alla proposta della Commissione consultiva dovrà con motivata decisione da pubblicarsi all'albo pretorio del Comune e per un periodo di otto giorni decorrenti da un giorno festivo rinviare l'affare alla Commissione stessa per un nuovo esame. Dopo che la Commissione avrà dato il nuovo parere il Consiglio di amministrazione deciderà definitivamente. L'elenco definitivo delle case e baracche assegnate deve essere pubblicato di volta in volta.

#### Art. 24.

Contro le occupazioni abusive delle case economiche e di quelle degli impiegati governativi costruite con i fondi dello Stato ai termini delle leggi emanate in con-

seguenza del terremoto del 26 dicembre 1908 sono applicabili le disposizioni relative alle baracche contenute negli articoli 71 (penultimo ed ultimo comma) 92 (ultimo comma) 364 (secondo e terzo comma) e 400 del testo unico di legge 19 agosto 1917, n. 1399.

#### Art. 25.

Gli ultimi due comma dell'art. 1 del R. decreto 9 maggio 1920, n. 665, sono sostituiti come appresso:

Art. 231. — Tolto il caso della esistenza del piano regolatore o di regolamento edilizio che dispongano altrimenti, le ricostruzioni di cui al precedente articolo possono farsi anche lungo i cigli di strade che abbiano larghezza minore di quelle prescritte dall'articolo 226, purchè non inferiori a metri 4. Tali edifici possono raggiungere un'altezza di metri 7 e quella maggiore pari a una volta e mezza la larghezza della strada sulla quale prospettano, ed in ogni caso non superiore a metri 10 o a metri 12 nei casi che tale altezza sia ammissa ai sensi del precedente articolo 206, primo comma, con un numero di piani non maggiore di 2 nel caso dell'altezza di metri 10 dell'edificio, e non maggiore di 3 nel caso dell'altezza di metri 12.

Ove la larghezza della strada sia inferiore a metri quattro l'edificio deve costruirsi in ritiro di quanto è necessario per ottenere la larghezza stessa.

In casi eccezionali che non siano già stati contemplati in piani regolatori approvati il ministro dei lavori pubblici, udito il Comitato speciale del Consiglio superiore dei lavori pubblici, può consentire deroghe alle disposizioni del presente articolo fermo restando sempre il limite di altezza di dieci metri ed il numero di due piani.

#### Art. 26.

Nei Comuni danneggiati compresi nella tabella 4 se per causa del terremoto furono smarrite o distrutte le liste elettorali permanenti e furono per provvedimenti straordinari rifatte prima che fossero formati i registri di popolazione, le Commissioni di revisione debbono compilare le liste in corrispondenza ai risultati del sesto censimento.

Le Commissioni debbono però ritornare le iscrizioni fatte secondo le norme del terzo capoverso dell'art. 12 legge elettorale politica 2 settembre 1919, n. 1455.

#### Art. 27.

Il Governo del Re è autorizzato a coordinare in testo unico definitivo con le disposizioni successivamente emanate quelle dei testi unici approvati con R. decreto 12 ottobre 1913, n. 1261 e coi decreti Luogotenenziali 5 novembre 1916, n. 1526 e 19 agosto 1917, n. 1399 apportando tutte le modificazioni ed aggiunte occorrenti ai fini del coordinamento ed in armonia con le attuali esigenze dei paesi danneggiati dal terremoto del 28 dicembre 1908.

Tale testo unico sarà approvato con decreto Reale da presentarsi al Parlamento per la conversione in legge.

#### Art. 28.

Il presente decreto avrà effetto dallo stesso giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta ufficiale* e sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 27 ottobre 1922.

VITTORIO EMANUELE.

FACTA — RICCO — TADDEI —  
PARATORE — TEOFILO ROSSI.

Visto, il guardasigilli: OVIGLIO.

#### Errata-corrigé.

Nel Regio decreto-legge 8 settembre 1921, n. 1360, che aumenta la pena per i reati previsti dalle leggi sulle privative dei sali e tabacchi, pubblicato nella *Gazzetta ufficiale* del 6 volgente mese n. 259, sono incorsi, in confronto del testo originale, i seguenti due errori:

a) all'art. 1° venne stampato 15 giugno 1365, invece di 15 giugno 1865;

b) all'art. 3°, invece di 15 giugno 1865, venne stampato 15 giugno 1965, invece di 15 giugno 1865, come qui si rettifica.

E nel Regio decreto-legge 16 novembre 1922, n. 1459, che istituisce un Commissariato per i servizi della marina mercantile, pubblicato nel n. 271 della *Gazzetta ufficiale*, al secondo comma dell'art. 2, è stato indicato l'art. 50, invece dell'art. 59, dello Statuto del Regno, richiamato nel testo originale.

Relazione di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, a S. M. il Re, in udienza del 3 novembre 1922, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Lentini (Siracusa).

#### SIRE!

L'Amministrazione comunale di Lentini di principi sociali comunisti sorta dalle violenze iniziate contro i partiti costituzionali prima delle elezioni amministrative dell'ottobre 1920 e continuate successivamente con maggiore veemenza ridusse quel Comune in uno stato di grave fermento che ebbe epilogo nel conflitto del giorno 9 luglio p. p. nel quale si deplorarono quattro morti e par echi feriti.

Intanto il Consiglio comunale in seguito alle dimissioni di 12 consiglieri ed alla dichiarata decadenza di altri tre è rimasto composto di 15 consiglieri dei quali 3, comprese il presindaco, si trovano in istato di arresto. Cosicché la civica rappresentanza ridotta di fatto a 12 consiglieri soltanto su 35 assegnati per legge non può legittimamente funzionare.

Nè d'altra parte è il caso di addivenire ora alle elezioni suppletive giacchè le condizioni dello spirito pubblico colà consigliano in modo assoluto la convocazione a breve scadenza dei comizi.

Si rende pertanto indispensabile lo scioglimento del Consiglio comunale di Lentini per motivi di ordine pubblico al che pre-

coze, su conforme parere del Consiglio di Stato, espressa nell'adunanza del 28 settembre 1922 l'unito schema di decreto che ho l'onore di sottoporre all'Augusta firma della Maestà Vostra.

**VITTORIO EMANUELE III**  
per grazia di Dio e per volontà della Nazione  
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148.

Abbiamo decretato e decretiamo:

**Art. 1.**

Il Consiglio comunale di Lentini, in provincia di Siracusa, è sciolto.

**Art. 2.**

Il signor rag. Alfredo Polizzi, è nominato commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, ai termini di legge.

Il Nostro ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 3 novembre 1922.

**VITTORIO EMANUELE.**

MUSSOLINI.

Relazione di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, a S. M. il Re, in udienza del 19 ottobre 1922 sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Irsina (Potenza).

SIRE!

Avendo, nell'agosto scorso, in seguito agli incidenti verificatisi l'11 di quel mese, l'intera rappresentanza elettiva del comune di Irsina, rassegnate liberamente ed a scopo di pacificazione, le dimissioni, il prefetto di Potenza dovette assicurare la continuità dei pubblici servizi affidandone la provvisoria gestione ad un commissario.

Non essendo ora possibile, nelle attuali condizioni dell'ordine pubblico, procedere subito alle elezioni per la ricostituzione di una nuova Amministrazione, nè sembrando, d'altra parte, conveniente, nell'interesse dell'Ente e dei servizi che l'attuale provvisoria gestione si protragga a tempo indeterminato, si rende indispensabile lo scioglimento del Consiglio comunale con la conseguente nomina di un Regio commissario, munito dei più ampi poteri dell'art. 324 della legge comunale e provinciale.

A ciò, su conforme parere espresso dal Consiglio di Stato, nell'adunanza del 28 settembre u. s., provvede l'unito schema di decreto, che ho l'onore di sottoporre alla Augusta firma della Vostra Maestà.

**VITTORIO EMANUELE III**

per grazia di Dio e per volontà della Nazione  
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Abbiamo decretato e decretiamo:

**Art. 1.**

Il Consiglio comunale di Irsina, in provincia di Potenza, è sciolto.

**Art. 2.**

Il sig. cav. Giuseppe Curatola Oliva è nominato commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto Comune fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a S. Rossore, addì 19 ottobre 1922.

**VITTORIO EMANUELE**

TADDEI

Relazione di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, a S. M. il Re in udienza del 3 novembre 1922, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Gallipoli (Lecce).

SIRE!

Il comune di Gallipoli fin da quando con decreto Luogo enenziale del 6 dicembre 1917 ebbe sciolta la sua ordinaria rappresentanza è stato sempre amministrato da commissari straordinari.

Infatti l'Amministrazione eletta con un numero minimo di suffragi nell'autunno del 1920 si dimise immediatamente senza neppure assumere l'ufficio. Il nuovo esperimento di Comuni elettorali, seguito il 31 luglio scorso, ha portato allo stesso risultato, poichè dei 31 consiglieri eletti 23 si sono dimessi subito per dissensi insanabili di programma che avevano resa impossibile il costituirsi di una Amministrazione fattiva.

La situazione poi dei vari partiti locali nei riflessi di taluni importanti problemi cittadini la cui soluzione è intimamente connessa con la gestione del Municipio fa ritenere che la crisi dell'Amministrazione avente profonde radici nel corpo elettorale sia insanabile.

E pertanto ravviandosi per ora un nuovo esperimento di elezioni a così breve scadenza dalle ultime, mentre urge dare all'attuale commissario prefettizio poteri più ampi per provvedere alle varie esigenze, si rende indispensabile lo scioglimento del Consiglio comunale predetto.

A ciò, su conforme parere del Consiglio di Stato nell'adunanza del 12 ottobre corrente anno, provvede l'unito schema di decreto, che ho l'onore di sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà.

**VITTORIO EMANUELE III**

per grazia di Dio e per volontà della Nazione  
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Abbiamo decretato e decretiamo:

**Art. 1.**

Il Consiglio comunale di Gallipoli, in provincia di Lecce, è sciolto.

**Art. 2.**

Il sig. cav. rag. Raffaele Fiammingo è nominato commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato Roma, addì 3 novembre 1922.

**VITTORIO EMANUELE.**

MUSSOLINI.

Relazione di S. E. Il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a S. M. Il Re, in udienza del 16 novembre 1922, sul decreto che proroga i poteri del Regio commissario straordinario di Buscemi (Siracusa).

SIRE!

La gestione straordinaria del comune di Buscemi non ha potuto ancora condurre a termine il programma tracciato per il riordinamento dei servizi.

Mi onoro pertanto di sottoporre all'augusta firma della Vostra Maestà l' schema di decreto che proroga di tre mesi i poteri del commissario Regio di detto Comune.

**VITTORIO EMANUELE III**

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Veduto il Nostro decreto in data 20 luglio c. a., con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Buscemi, in provincia di Siracusa;

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Buscemi, è prorogato di tre mesi.

Il Nostro ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 16 novembre 1922.

**VITTORIO EMANUELE**

MUSSOLINI.

Relazione di S. E. Il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a S. M. Il Re, in udienza del 16 novembre 1922, sul decreto che proroga i poteri del R. commissario straordinario di Roccalumera (Messina).

SIRE!

Mi onoro sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà la

schema di decreto, che proroga di altri tre mesi i poteri del Regio commissario di Roccalumera.

Il provvedimento si ravvisa necessario per dare modo all'Amministrazione straordinaria di definire le pratiche riguardanti la separazione della frazione Pallara per la quale si è già iniziata la procedura per la delimitazione territoriale e ricompletare la sistemazione amministrativa e finanziaria della civica azienda.

**VITTORIO EMANUELE III**

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri:

Veduto il Nostro decreto in data 4 ottobre 1914 con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Roccalumera in provincia di Messina, nonché quello in data 6 febbraio, 15 maggio, 31 agosto, 24 novembre 1921, 29 febbraio, 7 maggio e 21 agosto 1922 con cui venne successivamente prorogato il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale metesimo;

Veduta la legge comunale e provinciale, nonché il testo unico delle leggi emanate in conseguenza del terremoto del 28 dicembre 1908, approvato con Regio decreto del 19 agosto 1917, n. 1309

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Roccalumera è prorogato di 3 mesi.

Il Nostro ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 16 novembre 1922.

**VITTORIO EMANUELE**

MUSSOLINI.

## DISPOSIZIONI DIVERSE

### MINISTERO per l'industria e il commercio

Ufficio di verifica e compensazione in dipendenza  
dei trattati di pace

#### Avviso.

Con R. decreto 10 settembre 1922, n. 1365, pubblicato nella Gazzetta ufficiale del 3 novembre c. m., n. 238, è stata approvata la convenzione per l'annullamento degli indumenti in prestiti di guerra effettuati in Austria con somme spettanti ai sudditi italiani.

La convenzione stabilisce che le dette somme dovranno essere rivalutate in lire italiane al tasso di cambio previsto nel comma d) dell'art. 248 del trattato di San Germano (L. 0.89 per corona austriaca) con i relativi interessi al 5 0/0 annuo dal giorno dell'investimento a quello dell'accreditamento.

Dovendosi ora addivenire alle operazioni all'uopo previste dalla convenzione, occorre che gli interessati, i quali non avessero ancora presentato apposita denuncia all'Ufficio di verifica e compensazione presso il Ministero dell'industria e commercio

si affrettino a fare tale denuncia, corredandola di indicazioni e documenti atti a comprovare nel modo più preciso possibile che le somme investite furono ricavate dai beni messi sotto sequestro o comunque gestiti in via coattiva da amministratori austriaci durante la guerra.

## MINISTERO DELLA GUERRA

Disposizioni nel personale dipendente:

### UFFICIALI IN SERVIZIO PERMANENTE

#### Arma di cavalleria.

#### Capitani.

Con R. decreto del 17 ottobre 1922:

Con R. decreto del 17 ottobre 1922:

Acciotti Francesco, capitano, in aspettativa dal 14 giugno 1919 per infermità temporanee provenienti da cause di servizio, richiamato in servizio effettivo dal 14 giugno 1922 con decorrenza assegni dal 16 detto mese.

Sicca di Inigo, capitano (ora in p. s.), l'aspettativa dall'11 settembre 1918 per infermità temporanee non provenienti da cause di servizio, è ora mutata per infermità temporanee provenienti da cause di servizio.

Con R. decreto del 23 ottobre 1922:

I seguenti capitani in aspettativa per riduzione di quadri, sono richiamati in servizio dal 10 ottobre 1922 con decorrenza assegni dalla data medesima:

Consentini Giuseppe — D'Aquino Giuseppe.

#### Tenenti.

Con R. decreto del 17 ottobre 1922:

Cario Giuseppe, tenente in aspettativa per riduzione quadri, richiamato in servizio effettivo dal 1° ottobre 1922 con decorrenza assegni dalla data medesima.

## DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO del Regno d'Italia

Numeri delle 212 obbligazioni per la ferrovia Torino-Savona-Asti passata a carico dello Stato in seguito alle Convenzioni 11 novembre 1868 e 14 giugno 1870, approvate con la legge 28 agosto 1870, n. 5858, state sorteggiate nella 48ª estrazione del 4 ottobre 1922:

130	10155	10273	10456	10549
10560	10811	10931	10991	11189
11321	11431	11654	11795	11834
11890	11907	11987	12283	12415
12477	12658	13017	13074	13300
13371	13493	13630	13656	13658
13717	13840	13876	14011	14050
14159	14618	14735	14844	14917
14924	15337	15382	15388	15525
15769	15786	15834	15845	15852
15899	16033	1630	16043	16238
16611	16617	17033	17309	17341
17362	17457	17496	17530	17628
17758	17943	18013	18219	18248
18275	18296	18620	18676	18786
18960	19031	19112	19129	19214
19367	19520	19739	19825	19871
19919	19948	20085	20150	20168
20213	20302	20332	20533	20898

20935	21008	21047	21145	21346
21359	21387	21424	21720	21971
22089	22122	22131	22137	22148
22402	22413	22654	22682	22941
23000	23087	23101	23102	23304
23531	23659	23690	23719	24082
24300	25108	25130	25135	25190
25257	25810	25784	25939	25968
25995	26009	26011	26111	26236
26395	30035	31120	31596	64127
64250	64258	64425	64632	64704
65149	65173	65365	65600	65739
65938	66023	66171	66244	66306
66313	66584	66669	66679	66730
66769	66819	66845	66852	66912
67085	67141	67247	67383	67423
67438	67626	67678	67719	67831
67923	68010	68019	68125	68268
68324	68382	68659	68684	68809
68816	68873	69105	69146	69220
69342	69623	69674	69903	70548
70550	70646	70710	71131	71154
71174	71570	71659	71693	71738
71825				

Le suddette obbligazioni cessano di fruttare interessi con tutto dicembre 1922, ed il rimborso del relativo capitale nominale di L. 500, ciascuna verrà effettuato dal 2 gennaio 1923, come segue:

Nel Regno e nelle colonie:

Dalle Sezioni di R. tesoreria provinciale del Regno e dalle R. tesorerie coloniali di Tripoli, Bengasi, Asmara e Mogadiscio contro presentazione delle obbligazioni estratte munite delle cedole semestrali non maturate al pagamento, a cominciare da quella scadente il 1° luglio 1923.

Nel caso di dubbio sulla legittimità dei titoli di mancanza di segni caratteristici o di obbligazioni prescritte, l'esibitore dovrà presentare i titoli con regolare domanda di rimborso in carta bollata da L. 120 a questa Direzione generale direttamente per la provincia di Roma e per il tramite delle Delegazioni del tesoro per le altre Provincie e per le Colonie.

All'estero:

Sotto l'osservanza delle formalità stabilite pel pagamento dei titoli di debito pubblico italiano direttamente dalla Banca fratelli De Rothschild in Parigi.

Roma, 4 ottobre 1922.

Il direttore capo divisione

BORGIA.

Il direttore generale

GARBAZZI.

## A V V E R T E N Z A

(Art. 159 del regolamento annesso al R. decreto 19 febbraio 1911 n. 298).

La decorrenza degli interessi sulle obbligazioni sorteggiate cessa col semestre in cui ha luogo l'esrazione, e il rimborso del capitale corrispondente è eseguibile col giorno primo del semestre successivo.

Le cedole di scadenza posteriore al sorteggio potranno tuttavia essere pagate, al netto, all'esibitore non oltre la capienza del capitale della obbligazione sorteggiata; salvo all'Amministrazione di trattenerne l'importo sul capitale stesso.

Analogamente, qualora alle obbligazioni sorteggiate, prodotte per il rimborso, non siano unite tutte le cedole relative alle scadenze posteriori al semestre in cui abbia avuto luogo la estrazione, l'importo di tali cedole, al netto, viene trattenuto sul capitale da rimborsare.



# MINISTERO DEL TESORO

(Elenco n. 15)

## 1<sup>a</sup> Pubblicazione.

Si è dichiarato che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico vennero intestate e vincolate come alla colonna 1, mentrchè dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	Intestazione da rettificare 4	Tenore della rettifica 5
3,50 0/0	587549	122 50	Rivera Giovannina, Giacomo, Ubaldo ed Adelina di Alessandaro, minori sotto la patria potestà del padre, dom. a Tricase (Lecce)	Rivera Giovannina, Giacomo, Ubaldo ed Adelina <i>gi ultimi t. e</i> minori, sotto la patria potestà del padre, dom. come contro
Consolidato 5 0/0	266586	600 —	Onesti Amalia fu Carlo, nubile dom. a Lavello (Potenza), vincolata di usufrutto	Onesti Amalia fu Carlo <i>moglie di Mazzi Giuseppe</i> , dom. come contro
"	210702	1030 —	Sansò Gaetano fu Giuseppe, minore, sotto la patria potestà della madre Accogli Addolorata, ved. Sansò, dom. a Minervino di Lecce (Lecce)	Sansò <i>Enrico-Gaetano detto semplicemente Enrico o Gaetano</i> fu Giuseppe, minore ecc. come contro
3,50 0/0	783360	280 —	Ambrosini Maria-Elvira fu Giovanni Battista, minore sotto la patria potestà della madre Lentini Carmela fu Antonio vedova di Ambrosini Giovanni Battista, domiciliata in Favara (Girgenti). Vincolata	Ambrosini <i>Eugenia-Elvira</i> fu Giovanni Battista, minore, ecc., come contro
Consolidato 5 0/0	200107	60 —	Roma Antonio fu Angelo, dom. in Ostuni (Lecce)	Roma <i>Giuseppe</i> fu Angelo, minore, sotto la patria potestà della madre Saliceti Maria fu <i>Giuseppe</i> vedova in prime nozze di Roma Angelo ed in seconde nozze di Lococciolo Giovanni, dom. in Ostuni (Lecce)
"	126346	85 —	Cariato Antonina fu Francesco, minore, sotto la patria potestà della madre Palumbo Antonina ved. di <i>Cariato</i> Francesco, dom. in Termini Imerese (Palermo)	<i>Cariato</i> Antonina, ecc. come contro

A termini dell'art. 167 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, 18 novembre 1922.

Il direttore generale: GARBAZZI

## CONCORSI

### IL MINISTRO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA

Visto il regolamento speciale per la Scuola di ostetricia approvato con R. decreto 9 agosto 1910, n. 808;

Visto il R. D. L. 13 maggio 1920, n. 842;

#### DECRETA:

È aperto il concorso al posto di levatrice maestra della clinica ostetrica della R. Università di Palermo, con lo stipendio annuo di lire 350, oltre lire 100 mensili come indennità di vitto, durante i mesi dell'anno scolastico, l'alloggio nei locali della clinica e la indennità caro viveri stabilita dal D. L. 14 settembre 1918, n. 1314 e dal R. decreto 3 giugno 1920, n. 737.

Le concorrenti dovranno far pervenire le loro domande, su carta da L. 1, al rettore della R. Università di Palermo non oltre il 15 gennaio 1923 insieme coi seguenti documenti:

1° atto di nascita dal quale risulti che la concorrente allo stato del presente decreto non abbia meno di 25 anni né più di 35;

2° attestato di cittadinanza italiana;

3° certificato penale;

4° attestato di buona condotta;

- 5° attestato di sana costituzione fisica;
- 6° diploma di abilitazione all'ufficio di levatrice conseguito in una delle Università o scuole di ostetricia del Regno;
- 7° stato di famiglia da cui risulti che l'aspirante è nubile o vedova senza figli;
- 8° certificato da cui risulti che la concorrente ha prestato almeno due anni di servizio come levatrice assistente di ruolo in una clinica delle RR. Università del Regno;
- 9° eventuali titoli scientifici o professionali.

I documenti nn. 1, 2, 4, 6, 7 debbono essere debitamente legalizzati, e quelli nn. 3, 4, 5 di data non anteriore a tre mesi dalla data del presente decreto.

Il concorso è per titoli; tuttavia la Commissione potrà sottoporre le concorrenti ad un esperimento pratico.

La vincitrice del concorso sarà nominata per decreto Ministeriale, durerà in ufficio due anni scolastici e potrà essere riconfermata. Essa oltre che alle prescrizioni di legge dovrà anche conformarsi a quelle del regolamento interno della scuola.

La vincitrice non potrà esercitare altro ufficio retribuito dallo Stato, dai Comuni, dalle Provincie e dalle Opere pie.

Non si terrà conto delle domande non pervenute in tempo anche se spedite in tempo dalle interessate.

Roma, 22 novembre 1922.

Il ministro  
GENTILE.